

“Dès 2019, la formation en alternance sera gratuite à Bruxelles”

- Le ministre bruxellois de l'Emploi a débloqué un budget annuel de 500 000 euros pour instaurer dès 2019 la gratuité de la formation en alternance à Bruxelles.
- À 66 ans, Didier Gosuin (Défi) se tâte toujours quant à une éventuelle candidature aux régionales de mai 2019.
- Il égratigne au passage le MR et... Écolo.

Entretien Alice Dive

Didier Gosuin (Défi) se tâte. Repartir pour un dernier tour aux élections régionales de mai 2019 ou tirer sa révérence à l'échelon bruxellois ? Le ministre régional de l'Économie et de l'Emploi déclare ne pas avoir le temps d'y songer. *“Je ne veux pas que des petits calculs politiques viennent neutraliser mon action”*, réplique celui qui a également rempilé en octobre dernier au mayorat d'Auderghem, avec une majorité absolue. L'homme de 66 ans dit vouloir être *“maître de son horloge”* et entend encore boucler quelques gros dossiers d'ici la fin de la législature.

Les entreprises du pays ne cessent de faire part de leurs besoins en recrutement. Selon celles-ci, pas moins de 145 000 emplois seraient aujourd'hui vacants. Que leur répond le ministre bruxellois de l'Emploi ?

Je leur annonce que, dès le 1^{er} janvier 2019, la formation en alternance sera gratuite pour les chercheurs d'emploi bruxellois qui entament une formation à l'EFP, l'organisme en charge de celle-ci. La formation

en alternance est une formation que l'on suit tantôt en milieu de formation (hors cadre scolaire), tantôt en entreprise. Ce sont généralement des cursus donnés sur le long terme. La formation en alternance est aujourd'hui reconnue comme étant la plus efficace de toutes. Pas moins de 80 % des chercheurs d'emploi sont mis à l'emploi à l'issue d'une formation en alternance. Nous souhaitons ainsi créer une égalité entre les statuts de chercheurs d'emploi. Actuellement, à Bruxelles, on dénombre 1288 chercheurs d'emploi inscrits chez Actiris (NdlR : l'office régional bruxellois de l'emploi) qui paient pour suivre une formation en alternance à l'EFP. Ils doivent déboursier entre 350 et 800 euros pour pouvoir suivre une formation. Ces montants sont demandés alors que les autres formations que peuvent suivre les chercheurs d'emploi auprès d'autres opérateurs comme Bruxelles Formation sont entièrement gratuites. Cela doit changer.

Le caractère payant actuel de la formation en alternance constitue-t-il un frein qui explique que les demandeurs d'emploi ne suivent pas ces formations ?

Bien entendu. Or, vous le dites vous-même, c'est le

monde économique qui le demande : “Il faut doper les formations en alternance.” À l’heure actuelle, la formation en alternance est toujours payante en région bruxelloise mais aussi en Wallonie et en Flandre.

Très concrètement, comment comptez-vous financer cela ?

À partir du 1^{er} janvier 2019, je mets sur la table un budget annuel de 500 000 euros pour faire en sorte que la formation en alternance soit gratuite. C’est un budget qui va être débloqué au prorata du nombre de demandeurs d’emploi qui s’inscrivent à ces formations en alternance. Ce montant permettra d’assurer la gratuité pour 1 500 chercheurs d’emploi. Au départ des politiques de l’emploi dont j’ai hérité dans le cadre de la sixième réforme de l’État, j’organise des glissements au niveau financier.

Avec une telle mesure, ne faut-il pas craindre à terme un afflux massif d’inscrits à ces formations ?

Si, bien sûr. Mais si cela se produit, on régulera. On ne peut vouloir à la fois lutter contre les métiers en pénurie et craindre un afflux massif d’inscrits. Actuellement, l’EFP propose des formations pour 78 métiers en pénurie à Bruxelles. Par ailleurs, cette mesure de gratuité s’accompagne de deux autres mécanismes: d’une part, une aide annuelle de

1 750 euros par tuteur en entreprise (ou indépendant) qui accueille un à deux demandeurs d’emploi, et d’autre part, une prime à l’emploi de 15 900 euros pour les entreprises qui engagent directement les demandeurs d’emploi au terme de leur formation. Il s’agit en fait d’un incitant financier pour les entreprises. Ces mesures visent à faire engager les Bruxellois dans l’économie bruxelloise. Quand je suis arrivé en fonction en 2014, sur le marché de l’emploi bruxellois, 48 % étaient des Bruxellois et 52 % étaient des non-Bruxellois. Aujourd’hui, on a inversé la tendance. Et je compte bien encore la faire progresser d’ici la fin de la législature.

La fin de cette législature, soit mai 2019, c’est demain. Comptez-vous poursuivre le travail en vous présentant comme tête de liste aux régionales à Bruxelles ?

Il est prématuré pour moi de vous répondre.

Prématuré ? Votre parti, Défi, lance dès ce début de semaine un appel à candidatures en vue de ce méga-scrutin...

C’est exact. Mais je le répète: c’est prématuré. Car, dès le moment où on entre dans une logique de type politique et électoral, on neutralise son action. Et je ne veux pas neutraliser la mienne. Je connais le champ des possibles mais je n’ai pas le temps de songer à cela aujourd’hui.

“Qui croit encore qu’Olivier Chastel a un pouvoir au sein de son parti? Personne!”

“Le méga-scrutin de mai 2019 sera celui de la génération montante”, nous confiait récemment votre président de parti Olivier Maingain au sujet des potentielles futures têtes de liste au sein de Défi. Partagez-vous son analyse ?

Oui cela, c’est très clair. Et c’est un élément qu’il faut savoir prendre en compte. En même temps, cette propension au dégagisme, au jeunisme me déplaît beaucoup. C’est presque insultant. Je ne vois pas où est la pertinence. Que l’on fasse allusion au fait que je ne serais plus efficace, cela je peux l’entendre. Mais depuis quand vire-t-on des vieux efficaces? Cela n’a aucun sens. Je vais être très prétentieux en disant que je pense que ma force, c’est d’avoir complètement changé la politique économique et d’emploi en région bruxelloise. Il est donc clair que cela me ferait mal au

ventre que l’on fasse machine arrière. En mai 2019, ce sera sans doute ma dernière possibilité d’avoir un certain poids sur la politique bruxelloise. Je ne veux pas la galvauder.

Certains considèrent que la – longue – présence d’Olivier Maingain aux commandes de Défi a contribué à faire retarder l’émergence de nouvelles figures au sein de votre parti. Est-ce exact selon vous ?

C’est inhérent à toute situation. C’est vrai pour Olivier Maingain, mais c’est également vrai pour la famille Michel, pour Elio Di Rupo ou encore pour Joëlle Milquet. Tout système est comme cela. D’une manière générale, les présidents de parti incarnent quelque chose. Alors, quelques fois, ce sont des structures où ce n’est pas exactement la même personne. Allez enfin, je ne veux pas être méchant

“Les écologistes conservent une grande ambiguïté dans leur discours. Parmi eux, certains soutiennent l'idée selon laquelle il faut mettre en place la décroissance. Pour moi, c'est l'éloge de la pauvreté.”

ici, mais qui croit encore qu'Olivier Chastel a un pouvoir au sein de son parti? Personne! Moi, je connais Olivier Chastel parce que je l'ai côtoyé, c'est un gentil garçon mais il n'a pas le pouvoir. Il est là, aux ordres de... ! Au moins, le pouvoir d'Olivier Maingain a le bénéfice d'être là et bien là. Mais cela, cela tient au fait qu'avant le FDF nous étions de petites structures. Et nous n'avons pas de structure d'appareil qui permette de placer dans l'ombre du pouvoir des personnes pour lesquelles on agite les ficelles.

En vue de ce scrutin, Défi doit-il craindre la percée des écologistes observée au niveau communal. “Écolo rogne des parts de marché à Défi en captant un électorat de centre droit”, déclarait récemment dans nos colonnes votre collègue Bernard Clerfayt...

Cette analyse me paraît tout à fait pertinente. Et je pense que si Défi n'a pas une réponse claire et un discours net par rapport aux enjeux environnementaux, alors oui il peut avoir des craintes. L'inquiétude justifiée de citoyens de gauche, du centre et de centre droit par rapport à l'inaction des politiques et des États face aux enjeux environnementaux est un signal intéressant qui doit être entendu. Mais là s'arrête, selon moi, la force de démonstration d'Écolo. Car les écologistes conservent une grande ambiguïté dans leur discours. Parmi eux, certains soutiennent l'idée selon laquelle il faut mettre en place la décroissance. Pour moi, c'est l'éloge de la pauvreté. Enfin, ils ne se positionnent toujours pas clairement non plus quant à l'économie de marché. Cela me pose un vrai problème.